

D 689 EL SALVADOR: RÉQUISITOIRE CONTRE LE RÉGIME

Depuis le début de février, la Commission des droits de l'homme de l'ONU est en travaux à Genève. La situation de violence en El Salvador devrait y être évoquée... si le temps le permet.

Dans cette perspective, l'organisation "Secours juridique de l'archevêché de San Salvador" a élaboré un rapport intitulé "EL SALVADOR: DU GENOCIDE DE LA JUNTE MILITAIRE A L'ESPOIR DU COMBAT INSURRECTIONNEL". Daté du 15 janvier 1981, ce document de quatre-vingts pages fait le bilan en statistiques et en faits des exactions, assassinats et massacres perpétrés par les services officiels et officieux de répression contre une population sans défense. Certains récits font frémir.

Aucun doute n'est plus possible: la responsabilité de la junte civile et militaire au pouvoir est totale dans ce que les auteurs du rapport qualifient de "pratique génocidaire".

On ne peut que nourrir les plus vives inquiétudes sur les massacres à venir, quand on assiste au renforcement considérable de l'aide militaire nord-américaine au gouvernement salvadorien.

Ci-dessous, texte de la première partie du rapport de Secours juridique (signalé par l'* dans le plan ci-dessous)

Note DIAL

Table des matières

* Introduction

Cas typiques de la pratique génocidaire en El Salvador

- * I- Les assassinats politiques et leurs responsables
- II- Disparitions - enlèvements pour raisons politiques
- III- Répression en général
- IV- Persécution contre l'Eglise

Génocide et guerre d'extermination en El Salvador

- I- A titre d'introduction
- II- Génocide: le thème qui nous préoccupe
- III- Extermination en El Salvador?
- IV- Les aspects de l'intentionnalité
- V- En guise de conclusion

Droit de légitime défense: l'insurrection populaire

- I- Historique
- II- Imposition de Napoleón Duarte et d'Abdul Gutiérrez
- III- Appel aux organisations démocrates-chrétiennes du monde
- IV- Appel aux gouvernements du monde
- V- Appel aux chrétiens et aux hommes de bonne volonté du monde

Preuves photographiques

EL SALVADOR: DU GENOCIDE DE LA JUNTE MILITAIRE
A L'ESPOIR DU COMBAT INSURRECTIONNEL

INTRODUCTION

LETTRE OUVERTE AUX HOMMES, AUX PEUPLES
ET AUX GOUVERNEMENTS PROGRESSISTES DU MONDE

Quand nous cherchons à communiquer entre nous, nous sommes toujours conditionnés par la réalité concrète, historique et sociale dans laquelle nous sommes plongés. A cette date, 15 janvier 1981, notre réalité est celle de la guerre, avec la menace - qui n'est pas seulement une idée - d'une intervention nord-américaine directe.

Il appartient aux stratèges, aux hommes et femmes du peuple qui combattent sur la ligne de front, aux dirigeants et aux militants, de procéder à une analyse politique des événements et à leur interprétation correcte ainsi que de renforcer les facteurs essentiels au déroulement du processus, de façon à dépasser les contradictions et à réaliser les objectifs conduisant au triomphe définitif du peuple.

En tant que membres de Secours juridique, rarement comme aujourd'hui nous avons senti la nécessité d'une réflexion aussi douloureuse.

Dans l'illusion nous avons élaboré jour après jour ce modeste mais précieux document, chargé de désolation et de destruction de la vie en El Salvador. Nous nous sommes efforcés de rapprocher chaque mot et chaque image, dans l'amour, avec le respect que suscite la mort de celui qui est tombé parce qu'il a cru que le plus important dans l'existence était de donner le meilleur de soi au service de ses frères et de son peuple. Nous disons "dans l'illusion" car nous avons bu aux sources des prophètes de la foi et nous avons appris que la mort des pauvres n'est jamais inutile...

Un jour, le poids de l'accumulation est devenu trop lourd: tant de cas, de chiffres, de constats!.. Et nous avons eu le sentiment, parce qu'ainsi nous l'inspirait le coeur et de par l'évidence des faits, que l'heure était venue d'appeler les choses par leur vrai nom: nous avons, en référence à la situation, parlé de "génocide".

A partir de là nous avons admis le droit du peuple à combattre pour se défendre, pour triompher et pour édifier un homme nouveau et une société nouvelle dans laquelle les enfants auraient la possibilité de jouer avec les oiseaux... La situation était d'espoir, malgré que les pourchassés, les détenus, les torturés, les assassinés et les disparus allaient augmentant en nombre, en d'interminables listes détaillées... Car, comme hommes et femmes de ce peuple, nous savons depuis longtemps que la libération d'El Salvador sera la récompense de tous.

Aujourd'hui cependant, en ce 15 janvier 1981, une angoisse plus grande que toutes les précédentes nous a saisis et nous a glacé les os. Voici l'information:

EN DECEMBRE 1980, L'ORGANISATION DES NATIONS-UNIES A RESOLU DE "PRES-
SER LES GOUVERNEMENTS DU MONDE ENTIER A N'ENVOYER UNE AIDE MILITAIRE
D'AUCUNE SORTE A EL SALVADOR". APRES AVOIR RECONNU LA VIOLATION SYS-
TEMATIQUE DES DROITS DE L'HOMME, LA RESOLUTION CONSIDERE IMPLICITEMENT
QUE LE CAS SALVADORIEN DOIT ETRE RESOLU SANS L'INTERVENTION D'AUCUN

Nous nous sommes alors posé une question simple, évidente: puisque continue l'aide militaire nord-américaine, combien de documents semblables à celui-ci devons-nous remplir de nouveaux données, cas et chiffres et présenter aux instances internationales?

C'est là une de nos tâches, en tant que Secours juridique.

Quelle est la tâche, en ces heures historiques de la libération d'un peuple, de tous les hommes, peuples et gouvernements démocratiques du monde entier? La responsabilité ne sera pas éteinte avec des funérailles, des dénonciations ou des envois de médicaments pour lutter contre les épidémies provoquées par les corps non enterrés. Rien de tout cela ne fera ressurgir ceux qui sont encore vivants aujourd'hui mais peuvent mourir d'ici à quelques jours...

S'il en est ainsi, quel gouvernement dans le monde pourra pratiquement dégager sa responsabilité devant l'extermination et devant le fait qu'un peuple s'est vu empêché d'édifier la paix?

Où finit notre question - dont la traduction pourrait être: qui va réellement contribuer à la cessation de la répression en faveur de laquelle est mort Mgr Romero? - doit maintenant commencer le bon vouloir des gouvernements, en attitude ferme de rejet et de condamnation de l'intervention nord-américaine en El Salvador.

Secours juridique
 Archevêché de San Salvador
 El Salvador, le 15 janvier 1981

CAS TYPIQUES DE LA PRATIQUE GENOCIDAIRE EN EL SALVADOR

I- LES ASSASSINATS POLITIQUES ET LEURS RESPONSABLES (Tableaux 1 et 2)(1)

80% du total dramatique d'assassinats politiques survenus en 1980 ont été le fait de l'armée nationale et des forces militaires de sécurité nationale (Garde nationale, Police nationale, et Police des finances). Les 20% restants ont été le fait de groupes paramilitaires tels que l'Escadron de la mort, l'Armée secrète anticommuniste et ORDEN (2) qui agissent criminellement sous la protection et la coordination des forces militaires de sécurité nationale et de l'armée.

Pour son importance comme agent de répression en El Salvador, nous présentons ci-après l'Escadron de la mort dans sa genèse et sa nature.

(1) Dans ses tableaux statistiques, Secours juridique fait état de 8.062 personnes assassinées en 1980 pour motifs politiques, en dehors des morts au cours d'affrontements militaires entre armée et guérilla, et compte non tenu des victimes (par milliers) des bombardements de zones rurales (NdT).
 (2) Organisation démocratique nationaliste (NdT).

a) Bref résumé

En juin 1977 on commença à parler au plan international d'un "Escadron de la mort" qui menaçait d'exécuter tous les religieux jésuites résidant en El Salvador, s'ils ne quittaient pas le pays. Le général Carlos Romero, alors président élu d'El Salvador, donna la garantie que cette menace ne serait pas mise à exécution (3). Sans qu'ils aient la démonstration publique des rapports entre le gouvernement du général Romero et ces "groupes de la mort", tous les salvadoriens ont cependant parfaitement compris les liens qui les unissaient.

On se met à reparler des "escadrons" comme bras armé de "l'extrême-droite" à partir de janvier 1980 quand, précisément, certains membres de la Démocratie chrétienne salvadorienne élaborent avec les forces armées le schéma politique "réformes-répression". Plusieurs membres du Parti démocrate-chrétien qui s'étaient opposés à un tel pacte ont été assassinés. Tant l'armée que la junte et le parti en ont rejeté la responsabilité sur les soi-disant "escadrons". Ainsi sont morts de nombreux ouvriers, professeurs et étudiants.

b) Les "escadrons" répondent à un besoin de la junte militaire

Le régime actuel s'est vu dans la nécessité, ainsi qu'il est arrivé au Guatemala et en Uruguay, d'exercer une violence sélective, mais sans apparaître dans l'opinion publique comme directement responsable.

Pour la réussite du schéma politique tracé par les Etats-Unis, il fallait éliminer les personnalités qui étaient à l'origine, dans l'opinion publique internationale, d'une conscience extrêmement critique vis-à-vis du régime et de la participation d'un nombre restreint de militants démocrates-chrétiens. L'exécrable assassinat de Mgr Oscar Romero, notre pasteur et inlassable soutien de Secours juridique, a été attribué au début à ces "escadrons", pour l'être finalement à de hauts militaires salvadoriens en lien avec des organisations terroristes internationales dont le siège est à Miami, en Floride (USA).

Le patronage discret, au plan de la coordination, que la junte et le haut commandement militaire exercent envers les "escadrons", sans qu'apparaisse publiquement aucun lien, leur permettent d'affirmer que "la violence est le fait de groupes extrémistes". Ainsi, dans les premiers mois de 1980, avec l'aval de quelques civils démocrates-chrétiens, la junte pouvait-elle présenter une image "centriste et modérée".

Un document interne du Département d'Etat nord-américain (daté du 6 novembre 1980) déclarait que l'efficacité de ces bandes appelées "escadrons" venait de la participation de conseillers américains.

Secours juridique a continuellement donné les preuves du lien existant entre l'armée ou les forces de sécurité salvadoriennes et ces "escadrons". Ces groupes terroristes sont composés de militaires salvadoriens. Nombre d'actions pratiquées par ces groupes paramilitaires ont été utilement protégées par l'armée et les forces militaires (voir "cas typiques de la pratique génocidaire en El Salvador"). L'assassinat des six dirigeants de l'opposition du Front démocratique révolutionnaire

(3) Cf. DIAL D 407 et 468. En réalité, ce groupe s'appelait à l'époque "Union guerrière blanche" (NdT).

perpétré le 27 novembre 1980, a donné la preuve au plan international de la coordination existant entre l'armée et les dits "escadrons". Il a confirmé ce que Secours juridique a prouvé en de nombreuses occasions: les groupes d'extrême-droite n'existent pas; c'est l'armée et les forces de sécurité qui agissent tantôt en uniforme militaire tantôt en civil.

c) Preuve photographique

En page 67 on peut suivre la séquence photographique qui fixe la capture des étudiants Vinicio Humberto Bassaglia et Manuel Alfredo Velásquez Toledo.

Des agents de la garde nationale ont, le 3 octobre 1980, arrêté les étudiants Bassaglia et Velásquez Toledo dans la rue du 5 novembre, dans le quartier San Miguelito situé au nord de San Salvador. Dans le recours déposé par leurs familles près la Cour Suprême de justice, il était fait état que tous deux avaient été arrêtés séparément dans un établissement de mécanique automobile. Le matin du 3 octobre, tous deux circulaient indépendamment dans le quartier cité quand des agents de la garde nationale ont bloqué plusieurs rues et avenues. On peut voir sur les photos le moment de leur arrestation, leur bon état physique, le moment où on les ligote par les pouces (c'est ainsi qu'apparaissent la majorité des cadavres en El Salvador). La séquence photographique fixe ensuite le moment clé: les agents de la garde nationale livrent les deux étudiants arrêtés à des agents en civil.

Cinq jours plus tard, portant des traces cruelles de torture physique, apparaissent les cadavres des deux étudiants sur la route en direction du village de Mariona, au nord de la capitale. Les "escadrons de la mort" revendiquent l'assassinat, de la façon dont il est fait état en page 72.

En pages 65 et 64 on peut également voir des agents en civil des "escadrons de la terreur" agissant en coordination avec des membres de l'armée et de la police salvadoriennes au cours d'une opération en zone urbaine. Le rapprochement est prouvé de façon objective.

Présentation de cas significatifs

Parmi les innombrables cas qui ont été présentés cette année à Secours juridique de l'archevêché de San Salvador, nous en avons choisi quelques-uns qui sont la démonstration flagrante de la pratique génocidaire ainsi que de l'agression et de la répression contre la population, spécialement paysanne.

1- 17 avril 1980 - Plusieurs centaines de membres de l'organisation paramilitaire ORDEN, protégés par l'armée nationale et des agents de la garde nationale ont occupé militairement les communautés chrétiennes paysannes d'El Pajal, Tehuiste Arriba, El Salto, San Lucas, Ulapa, Santa Lucia et Tepechame, dans les départements de San Vicente et de La Paz situés à l'est du pays. A Tehuiste Arriba, les occupants ont assassiné le paysan Bernardo Guzman et un autre, impossible à identifier à cause des tortures subies. A Llano Grande, onze agents de la garde nationale et membres d'ORDEN ont arrêté puis décapité les paysans José Orellana et Fidencio Alfaro. Dans le hameau d'Alférez, dans la même région, les envahisseurs ont arrêté la vieille Francisca Espinoza (77 ans) et l'ont

décapitée. Ils lui ont mis sa tête entre les jambes de son cadavre. A El Pajal ont été assassinés les paysans Napoleón Hernández, Francisco Hernández, fils du précédent, Andrés Abrego, José Luis Servellon, Antonio Sánchez, José de Paz et Germán Argueta. A Tehuiste Arriba, les envahisseurs ont également assassiné les époux Manuel Vilches et Dolores de Vilches, Teofilo Morales et Elena Saravia. Enfin, à San Lucas, avant de se retirer, ils ont mis le feu au rancho (maison paysanne) de Manuel Osorio.

2- 18 avril 1980 - Sur la route menant à la capitale a été trouvé le cadavre, avec des marques de torture sauvage, de la paysanne Matilde Fuentes. Elle avait été arrêtée la veille par des agents de la garde nationale dans l'agglomération de Suchitoto (à 38 km au nord-est de San Salvador). Dans cette région rurale des membres de l'organisation paramilitaire ORDEN ont arrêté la paysanne María Julia López, habitant dans le canton d'El Líbano, département de Suchitoto. Son cadavre a été retrouvé pendu par une corde à un arbre, les seins coupés et le corps portant de nombreux impacts de balle. Six enfants sont devenus orphelins, car l'époux de Matilde avait déjà été assassiné le 11 février 1980 par des membres d'ORDEN. Le même jour, des membres d'ORDEN et des militaires de l'armée nationale ont arrêté le paysan Adán Morales Rivas. Sa famille ignore où il a été emmené. Il a disparu.

3- 24 avril 1980 - Au moins un millier d'agents de la garde nationale, de l'armée et de l'organisation paramilitaire ORDEN, protégés par deux hélicoptères armés et des véhicules blindés, ont occupé les agglomérations paysannes voisines d'El Campanario, San Benito, Angulo, Llano Grande, El Obrajuelo, Las Lomas, La Joya, La Pita et Santa Amalia, toutes situées dans le département de San Vicente (66 km à l'est de la capitale). Plusieurs témoins oculaires ont déclaré que des grenades ont été lancées depuis des hélicoptères sur les maisons des paysans ainsi que d'incessantes rafales de mitrailleuses. A cette occasion ont été assassinés les paysans Pablo Henríquez (50 ans), Alonso Mijango (14 ans), José Dimas (22 ans), Sebastián Chávez (45 ans), Antonio Mijango (59 ans), Olinda Evara (16 ans), Lucio Henríquez (26 ans), Luisa et Edith Cornejo (15 et 16 ans), Miguel Valle (35 ans), Alejandro Linares (42 ans), Rodolfo Hernández (30 ans), Francisco Marinero (34 ans), Felipe Cleofes, Miriam Comasagua, Martin Marinero, Pastor Andrade (30 ans), Domingo Espinoza (60 ans) et Narciso Ramos (50 ans). Par suite de cette cruelle opération militaire plusieurs paysans ont également été blessés, sans qu'il soit possible de préciser le nombre exact.

4- 14 mai 1980 - Massacre du fleuve Sumpul (4)

L'armée et les forces militaires (garde nationale et police des finances), accompagnées de membres de l'organisation paramilitaire ORDEN encerclent des villages dans de grandes zones rurales. Les paysans restent coupés de toute communication pendant quatre jours. A partir d'hélicoptères équipés de lance-flammes, l'armée incendie les maisons des paysans. Dans leur fuite, les populations sont criblées de balles par la garde et les membres d'ORDEN. Lors d'opérations comme celles que nous rapportons à longueur de rapport, des familles de paysans ont été fusillées, y compris des mineurs de moins de cinq ans. La mort collective d'au moins six cents paysans, femmes et enfants sur les rives du fleuve

(4) Cf. DIAL D 636 (NdT).

Sumpul marque le début de l'étape du "nettoyage total" des zones rurales. Elle fait ressortir la coordination entre les armées d'El Salvador et du Honduras, lesquelles, conjointement avec celle du Guatemala, commenceraient à tendre "le cordon sanitaire" sur le territoire salvadorien.

Depuis le mois de juin, de vastes zones rurales salvadoriennes sont devenues de véritables "théâtres d'opérations militaires d'extermination totale" à l'encontre de la population civile: El Trifinio, à 130 km au nord-ouest de San Salvador; une grande étendue au nord du département de Morazán, à 170 km au nord-est de San Salvador; Aguilares et Guazapa, à 35 km au nord de San Salvador; une grande étendue au sud du département de San Vicente, à 60 km au sud-est de San Salvador.

Les pilonnages indiscriminés terrestres et aériens, exécutés par l'Armée de l'air et par l'artillerie ont caractérisé cette étape de l'extermination systématique et intentionnelle. Des associations humanitaires calculent que dans la zone bombardée par l'armée salvadorienne, dans l'est du département de Morazán pendant le mois d'octobre et en début novembre, au moins 4.000 personnes ont été tuées.

Parce qu'il s'agit du fait marquant le début des opérations systématiques d'extermination collective, Secours juridique estime nécessaire de traiter de façon détaillée les événements survenus sur le fleuve Sumpul.

Chronologie des événements

5 mai 1980 - Réunion secrète de militaires de haut rang honduriens, salvadoriens et guatémaltèques dans l'agglomération frontalière d'El Poy, à 100 km au nord de San Salvador. Cette agglomération est située à 20 km du fleuve Sumpul. Le fleuve sert de frontière entre El Salvador et le Honduras.

10 mai 1980 - A San Salvador le colonel Jaime Abdul Gutiérrez, homme de confiance des colonels Guillermo García, Nicolás Carranza et Eugenio Vides Casanova (directeurs des opérations militaires d'extermination), assume le contrôle de la junte gouvernementale et de l'armée.

13 mai 1980 - 250 soldats de l'armée hondurienne se dirigent vers la frontière salvadorienne. A 11h30 du matin ils commencent à prendre position le long de la berge du fleuve Sumpul. Ils disposent de l'équipement militaire complet.

14 mai 1980 - A 6 h du matin commence l'opération militaire. L'armée et la garde salvadorienne commencent à pourchasser massivement les paysans demeurant dans les villages situés au nord du département de Chalatenango (80 km au nord de la capitale). Des centaines de paysans avec leurs familles se réfugient sur les bord du fleuve Sumpul. Deux hélicoptères de l'Armée de l'air salvadorienne, équipés de mitrailleuses et remplis de soldats et d'agents de la garde nationale, tirent sur les paysans réfugiés le long du fleuve. "Des femmes torturées avant de recevoir le coup de grâce, des bébés lancés en l'air pour servir de cible: telles sont quelques-unes des scènes de la tuerie. Les salvadoriens qui traversaient le fleuve étaient repoussés par les soldats honduriens vers la zone du massacre. Le génocide a cessé dans le milieu de l'après-midi, "se soldant par au moins six cents cadavres" (Déclaration du diocèse et de l'évêque de Santa Rosa de Copán, Honduras, du 24 juin 1980).

15 mai 1980 - Le soir, des paysans honduriens parcourent la zone. Ils ramassent les survivants gravement blessés. Les armées quittent les lieux. A l'aube du 16, des membres de l'organisation paramilitaire ORDEN qui ont participé au massacre, reviennent sur les lieux et patrouillent dans la zone. Ils empêchent les témoins d'approcher. Ils brûlent les maisons et volent les biens des morts.

19 mai 1980 - Quatre kilomètres en aval du lieu où s'est produit le massacre, un paysan hondurien trouve cinq cadavres d'enfants de moins de trois ans pris dans une nasse.

24 mai 1980 - Le Père Fausto Milla, curé de Corquín, Honduras, dénonce la tuerie.

26 mai 1980 - Des paysans salvadoriens qui ont réussi à se réfugier dans des églises arrivent à l'archevêché et donnent leur témoignage. D'autres paysans qui ont transmis des informations à des journalistes, disparaissent après leur enlèvement par l'armée. Dans la dernière semaine de mai et la première de juin, les deux armées exercent un contrôle sévère de la zone pour en empêcher l'accès. L'armée salvadorienne fait deux incursions en territoire hondurien à la poursuite des réfugiés.

24 juin 1980 - Mgr José Carranza Chávez, les prêtres et les religieuses du diocèse de Santa Rosa de Copán dénoncent le massacre. Ils en rejettent la responsabilité sur les gouvernements salvadorien et hondurien.

27 juin 1980 - Le gouvernement hondurien menace d'expulser les prêtres étrangers qui ont signé le communiqué de dénonciation.

29 juin 1980 - L'archevêché de San Salvador ratifie la dénonciation et se solidarise avec le diocèse de Santa Rosa de Copán.

1er juillet 1980 - La Conférence épiscopale hondurienne, présidée par Mgr Héctor Santos, archevêque, réaffirme le massacre de six cents salvadoriens les 14 et 15 mai 1980 sur le fleuve Sumpul.

5- 30 mai 1980 - Une coopérative agricole située à Guajoyo, dans le département de Santa Ana, à 110 km à l'ouest de la capitale, a été envahie par des agents de la garde nationale après 23 h. Douze paysans ont été assassinés. La coopérative était administrée par l'Union communale salvadorienne, la seule organisation reconnue par le gouvernement. La junte militaire n'a pas hésité à qualifier de responsables de ce crime les organisations politico-militaires du peuple. L'Union communale salvadorienne s'est chargée par la suite de démentir le communiqué officiel. Elle a assuré que "l'exécution de douze paysans à Guajoyo a été pratiquée par des agents de la garde nationale. Les paysans ont été arrêtés les uns après les autres dans leurs maisons et fusillés ensemble par des agents de la garde nationale".

6- 22 juin 1980 - L'Association nationale des enseignants salvadoriens "Andes 21 de junio" a dénoncé l'assassinat de cent trente-six instituteurs affiliés à l'association depuis le 1er janvier de cette année. Le professeur Bladimir Barrios (35 ans), directeur du groupe scolaire "Doctor José Trinidad Garay" du quartier La Parroquia de Tecapán, dans le département d'Usulután, à l'est du pays, a été mitraillé sous les

yeux de ses élèves par des individus fortement armés et munis de gilets pare-balles militaires, qui se sont identifiés comme membres de l'Escadron de la mort. L'élève Blanca Lidia Orellana a été gravement blessée. L'opération a été coordonnée par la garde nationale.

7- 7 juillet 1980 - Le canton Ojo de Agua, juridiction de Cojutepeque, dans le département de Cuzcatlán (35 km à l'est de la capitale), a été encore une fois envahi par des agents de la garde nationale et des membres de l'organisation paramilitaire ORDEN. Dans ce canton, ils ont assassiné Marcelino Ramírez (28 ans), Teresa García (28 ans), Simona Fabián (20 ans), Antonio García (40 ans), Hipólito Palacios (26 ans), Francisco Mendoza (20 ans), Cristina Hernández (26 ans), Manuel Asencio (25 ans), José Cruz (22 ans), Victor Manuel Henríquez (14 ans) et la petite Maritza Henríquez (8 ans). Ensuite les envahisseurs se sont dirigés vers les villages voisins de San Martín, San Antonio, Soledad, El Carmen, San Andrés, Candelaria et El Carmen. Sur leur passage ils ont détruit les cultures et dévasté les maisons paysannes.

8- 7 juillet 1980 - Trente individus fortement armés, munis de gilets pare-balles utilisés par les militaires et le visage masqué par un foulard portant l'inscription "Escadron de la mort", ont arrêté chez eux plusieurs paysans du village de San Lorenzo, dans le département de San Vicente (66 km à l'est de la capitale). A 5 h, après avoir saisi Eliseo Arbaiza (57 ans), ses deux fils Jorge Alberto et Rodolfo (19 et 17 ans), Pedro Flores (51 ans), ses deux fils dont Luis Flores (19 ans), Jorge Alberto Alvarado (21 ans) et Carlos Rivas (28 ans), ils les ont torturés et les ont contraints de marcher sur la route sortant du village où ils les fusillèrent. Après avoir commis ce crime, ils ont pris la jeune paysanne Romila Hernández (21 ans), originaire de Santa Elena, un village voisin; ils l'ont violée puis décapitée; sa tête a été enterrée par sa famille, car le reste du corps avait été brûlé par les assassins. Les criminels avaient déposé la tête de la paysanne devant la maison de sa famille. Après avoir commis ces exactions, les membres de l'"escadron" ont été évacués ce même jour par un hélicoptère de l'armée nationale salvadorienne.

9- 9 juillet 1980 - Trente et un membres de la famille paysanne Mojica Santos, demeurant tous au canton Mogotes de San Pablo Tacachico, dans le département de La Libertad (31 km au nord-ouest de la capitale), ont été fusillés par des membres de l'organisation paramilitaire ORDEN. Réfugiés dans les bras de leurs mères, quinze enfants ont été assassinés, tous âgés de moins de dix ans. Ce même jour, l'armée nationale et des agents de la garde nationale ont occupé le village et ont procédé au saccage des habitations paysannes. ORDEN, cette violente organisation paramilitaire, a exécuté collectivement la famille Mojica Santos sous la protection de membres de l'armée. Les organisations humanitaires ont été empêchées de pénétrer ce jour-là dans le canton Mogotes. Voici la liste des personnes assassinées: un bébé âgé de quinze jours, pas encore déclaré à l'état-civil; Bladimir Santos (3 mois), Hernán Mojica Santos (4 mois), Eduardo Santos (3 ans), Hugo Mojica Santos (4 ans), Sergio Mojica (4 ans), Elmer Mojica (5 ans), Morelia Mojica Santos (6 ans), Joaquina Mejía Santos (8 ans), Walter Santos (8 ans), Demmy Santos (8 ans), Orbelina Mojica (9 ans), Marcos Mojica (10 ans), Beatriz Santos (12 ans), Esmilda Mojica Santos (13 ans), Sonia Mojica (14 ans), Venecia Santos (15 ans), Victoria Santos (15 ans), Dora Alicia Cruz (20 ans), Genoveva Cardoza (22 ans), Teresa Santos (25 ans), Tomasa Santos (30 ans), Herminia Santos (30 ans),

Rosa Santos (30 ans), Elba Santos (30 ans), Rosa Mojica (30 ans), Agripina Mojica (32 ans), Manuel Cruz (45 ans), Domitila Santos (45 ans), Santos Quintinilla (50 ans), Mercedes Cruz (60 ans), Claudia Flamenco Santos (75 ans), Rosa Mojica (85 ans).

10- 19 juillet 1980 - Un millier d'hommes au moins, masqués, fortement armés, munis de gilets pare-balles, porteurs du sigle "Escadron de la mort" et accompagnés de membres de l'armée et d'agents de la garde nationale ont envahi le domaine "Mirador" dans lequel la majorité des paysans appartiennent à l'Union communale salvadorienne. Le domaine est situé dans le canton Isletas, juridiction de Coatepeque, département de Santa Ana, à l'ouest du pays. Des témoins oculaires indiquent que des agents de la garde nationale masqués ont fusillé soixante paysans. Ils les ont sélectionnés au préalable après avoir arrêté trois cents paysans coopérativistes. Les organisations humanitaires ont été empêchées d'entrer dans la zone qui est totalement occupée par l'armée.

11- 20 juillet 1980 - Une délégation de médecins nord-américains appartenant à "American Public Health Association" qui a récemment rendu visite à El Salvador, a dénoncé les violations dont sont victimes les membres de la profession, les travailleurs de la santé et les patients, ainsi que la violation de la neutralité des hôpitaux et des centres de soins. Dix médecins au moins ont été assassinés depuis le 1er janvier de cette année; les hôpitaux ont été envahis par la police et la garde nationale, et leurs patients enlevés et disparus pour les uns, assassinés pour les autres. Le 24 mai les docteurs José Calisto Benítez et Raúl Pino ont été mitraillés à San Miguel, la troisième ville d'El Salvador, dans l'est du pays. Le 21 mai 1980, le professeur Leonel Menéndez Q., ancien titulaire de chaire de l'Université centro-américaine, a été sequestré par un groupe de civils masqués alors qu'il se rendait à l'hôpital national Rosales pour une opération chirurgicale. Dans les parages de l'hôpital deux voitures-patrouilles de la police nationale et un camion de l'armée attendaient l'enlèvement de Menéndez. A cette date on ignore son lieu de réclusion. Vingt patients au moins, qui faisaient l'objet de soins médicaux dans plusieurs hôpitaux, ont été assassinés dans des circonstances identiques: des hommes fortement armés et munis de gilets pare-balles pénètrent dans l'hôpital et après avoir localisé le patient dans son lit, ils l'assassinent.

12- 8 août 1980 - Un membre de l'armée nationale qui se trouvait en haut d'un immeuble du gouvernement a assassiné ce jour-là le journaliste mexicain Ignacio Rodríguez Terrazas. La presse nationale d'opposition et plusieurs correspondants étrangers ont été mitraillés, enlevés ou assassinés cette année. Le 1er avril 1980 trois cinéastes hollandais ont été mitraillés dans le centre de la capitale par la police nationale. Deux d'entre eux (Frank Diamand, Ian Van der Putten) ont été gravement blessés. Le 24 avril a été enlevé le journaliste de Radio Whur de Washington, René Tamsen. Sa famille affirme que la police des finances est responsable de l'enlèvement. Il est toujours disparu. Le 11 juillet, après avoir été arrêtés et sauvagement torturés, ont été assassinés le directeur du journal national d'opposition "La Crónica del Pueblo", le journaliste Jaime Suárez Quemain et le photographe du même journal César Najarro. Le journaliste de "Radio Cadena Central", Juan Antonio Rodriguez, a été assassiné après avoir été arrêté le 5 août de cette année. Le directeur du journal d'opposition "El Independiente" a été la cible de plusieurs attentats: Jorge Pinto a en effet été mitraillé à plusieurs reprises; il s'en est miraculeusement sorti. Le journaliste nord-améri-

caine Jean Sullivan a été arrêtée le 28 décembre; on ignore où elle se trouve. Les journalistes Ian Mates et Michael Taverna ont été arrêtés en août par la garde nationale.

13- 27 novembre 1980 - A 11 h 20 du matin, vingt-cinq agents en civil ont pénétré dans le Collège-externat San José, situé au 25 Avenida Norte de San Salvador, où sont localisés les bureaux de Secours juridique de l'archevêché de San Salvador. Vingt minutes auparavant près de deux cents policiers et soldats avaient encerclé les bâtiments (5). En entrant, les agents en civil ont fait coucher sur le ventre tout le personnel de cette institution catholique et les visiteurs de passage. Puis ils ont procédé à l'arrestation des dirigeants du Front démocratique révolutionnaire qui étaient réunis dans une salle de classe du collège pour une conférence de presse à l'intention des journalistes nationaux et internationaux. Ensuite, après les avoir frappés et leur avoir ligoté les mains dans le dos, ils les ont fait monter dans trois véhicules qui ont pris la route à toute vitesse. Les dirigeants du Front démocratique révolutionnaire arrêtés à cette occasion étaient: Enrique Alvarez Córdoba, président du FDR; Manuel Franco, Juan Chacón, Humberto Mendoza, Enrique Escobar Barrera et Doroteo Hernández. En outre vingt-trois autres personnes ont été arrêtées. Plus tard les dirigeants du FDR ont été retrouvés assassinés et leurs cadavres portaient des traces d'étranglement, des mutilations corporelles et plusieurs orifices de balles dans le crâne. Les cadavres de Juan Chacón, Humberto Mendoza, Enrique Escobar Barrera et Doroteo Hernandez ont été retrouvés au km 15 de la route conduisant à la station balnéaire d'Apulo, à l'est de la capitale, le jour même de leur arrestation; quant aux cadavres d'Enrique Alvarez Córdoba et de Manuel Franco, ils ont été retrouvés le 28 novembre au km 18 de la même route.

Preuves contre le gouvernement et les forces armées d'El Salvador

Suite aux versions gouvernementales tendant à rejeter la responsabilité de ce massacre sur un groupe "d'extrême-droite", Secours juridique avance les considérations suivantes qui contredisent la version gouvernementale. Au cours de l'opération les agents ont arrêté le portier du Collège-externat San José et l'ont transféré dans les locaux de l'Institut salvadorien de sécurité sociale, situé à une rue du collège. D'après les témoignages des nombreuses personnes qui ont assisté à l'opération, les agents communiquaient entre eux par radio à partir de l'Institut de sécurité sociale. Les agents en civil sont arrivés au collège armés de mitraillettes et de fusils G3 utilisés par la seule garde nationale; les automobiles dans lesquelles ils sont arrivés au collège portaient des plaques minéralogiques d'organismes officiels. Une autre évidence est l'impunité dans laquelle l'opération a été menée: en plein jour, dans le plus grand collège secondaire du pays, dans l'une des avenues les plus mouvementées de la capitale, et à deux rues de l'immeuble le mieux gardé du pays: l'ambassade nord-américaine. Il est incroyable qu'aucune autorité ne se soit présentée au moment des événements pour offrir la protection correspondante, surtout si l'on tient compte de l'ampleur de l'opération à laquelle ont pris part près de deux cents éléments "en uniforme" pour encercler l'édifice pendant plus de vingt-cinq minutes. S'il subsistait encore des doutes sur la responsabilité du gouvernement dans cet assassinat multiple, nous offrons à la réflexion la dépêche suivante de l'agence nord-américaine AP, dans laquelle les autorités salvadoriennes annonçaient l'arrestation des dirigeants:

(5) Cf. DIAL D 682 (NdT).

"San Salvador, 27 novembre (AP). Les autorités ont annoncé aujourd'hui l'arrestation des hauts dirigeants du Front démocratique révolutionnaire (FDR) qui exerce la direction politique des organes de gauche qui cherchent à faire tomber le gouvernement." (Parue dans "Ultimas Noticias", 2eme édition, du journal Excelsior, première page, 27 novembre 1980).

Un élément connu de la police nationale salvadorienne, du nom de Mario Saúl Merino, qui avait participé en civil à l'opération du matin, a été reconnu au cours de l'opération de perquisition des locaux de Secours juridique menée le même jour, mais dans l'après-midi, au Collège-externat San José; à cette occasion il était en uniforme de la police nationale. Les mêmes témoins oculaires affirment avoir entendu, au cours de cette opération, les agents communiquer par radio avec le quartier général de la police nationale, d'où on leur demandait si l'opération avait été réalisée.

L'opinion publique mondiale, la presse internationale, les organisations de défense des droits de l'homme et les institutions d'Eglise doivent comprendre qu'en El Salvador il n'existe pas de groupes "d'extrême-droite"; ce sont l'armée nationale et les forces de "sécurité" qui agissent tantôt en uniforme tantôt en civil, pour procéder à d'innombrables actions répressives contre le peuple salvadorien. C'est le haut commandement des forces armées qui porte la responsabilité de ce fait horrible, ainsi que de l'assassinat de Mgr Oscar Romero.

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, nous vous serions obligés d'indiquer la source DIAL)

Abonnement annuel: France 210 F - Etranger 245 F par voie normale
(par avion, tarif sur demande selon pays)
Directeur de publication: Charles ANTOINE - Imprimerie STEP
Commission paritaire de presse: 56249 - ISSN: 0399-6441